

Canada - Japan
Inter-Parliamentary Group



Groupe interparlementaire
Canada - Japon

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
du groupe interparlementaire Canada-Japon**

à la

**Quatorzième réunion bilatérale annuelle
Japon**

**(Tokyo, Kyoto and Osaka)
Du 12 au 17 novembre 2006**

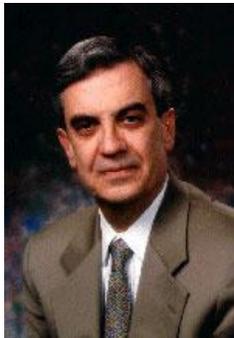
**La délégation canadienne
14^e Réunion bilatérale annuelle du
Groupe interparlementaire Canada-Japon**



***Hon. David Tkachuk
Sénateur, Co-chef de la délégation***



***M. Gerald Keddy
M.P., Co-chef de la délégation***



***Hon. Pierre DeBané
Sénateur***



***Hon. Donald H. Oliver
Sénateur***



***Mme Nina Grewal
M.P.***



***M. Serge Ménard
M.P.***



***Mme Yasmin Ratansi
M.P.***

Rapport

Contexte

La délégation, dirigée par le député, M. Gerald Keddy et l'honorable sénateur David Tkachuk, était composée des membres suivants:

Hon. Pierre DeBané, Sénateur
Hon. Donald H. Oliver, Sénateur
Ms. Nina Grewal, M.P.
Ms. Yasmin Ratansi, M.P.
Mr. Serge Ménard, M.P.
Mr. Paul Cardegnà, Secrétaire de l'Association

Le séjour visait

- à renforcer les liens d'amitié entre parlementaires canadiens et japonais, et à promouvoir la relation bilatérale entre les deux pays;
- à connaître les opinions des parlementaires japonais sur des questions d'intérêt mutuel;
- à promouvoir les échanges bilatéraux et l'investissement commercial entre les deux pays dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de la technologie et des forêts;
- à promouvoir les échanges sur la culture, l'éducation et le tourisme;
- à faciliter la concertation sur des initiatives internationales comme la sécurité, la surpêche et la guerre à la terreur.

La délégation a participé à des échanges dynamiques avec les parlementaires japonais durant la 14^e assemblée générale annuelle et les visites de politesse qu'elle a rendues aux Présidents de la Chambre des représentants et de la Chambre des conseillers de la Diète du Japon.

14^e Assemblée annuelle

Au cours de la 14^e assemblée annuelle, les échanges étaient divisés en six grands sujets, intégrés comme suit à l'ordre du jour :

- sommaire de la politique du gouvernement conservateur du Canada et de celle de la nouvelle administration japonaise, sous le premier ministre Abe;
- sécurité publique (y compris le système juridique, les taux d'incarcération et la criminalité);
- environnement;

- économie (y compris l'énergie, ainsi que les questions économiques et commerciales);
- ressources naturelles (y compris les forêts, les pêches, l'aquaculture, la surpêche et la préservation);
- paix et sécurité (y compris l'Afghanistan et la Corée du Nord).

Politique des nouveaux gouvernements

Le Japon et le Canada ayant tous deux élu un nouveau gouvernement depuis la dernière assemblée annuelle (la 13^e assemblée annuelle a eu lieu au Canada en août 2004), les parlementaires des deux pays étaient curieux de connaître la politique des nouvelles administrations. Les délégués canadiens ont commencé par décrire la nouvelle politique du gouvernement conservateur, élu en janvier 2006. Les grandes priorités du gouvernement de Stephen Harper, à savoir l'imputabilité, la réforme démocratique, le renforcement des relations Canada-États-Unis, la réforme du droit et de la réglementation de l'environnement, la révision des lois pénales, la garde d'enfants et les réductions d'impôt, ont été expliquées en détail, après quoi les délégués japonais ont expliqué les grandes priorités du nouveau gouvernement du premier ministre Shinzo Abe, élu en septembre 2006. Ce dernier cherche à procéder à des réformes en profondeur du droit scolaire du Japon, de sa constitution, de son système juridique, de son système de sécurité sociale et de son économie en insistant tout particulièrement sur l'innovation scientifique et une bureaucratie gouvernementale rationalisée et revitalisée. Au sujet des affaires diplomatiques, le renforcement de l'alliance Japon-États-Unis a été cerné comme une priorité élevée pour le nouveau gouvernement, de même que la coopération internationale visant à contenir le terrorisme international et les ambitions nucléaires de la Corée du Nord.

Sécurité publique

Les parlementaires japonais ont décrit les initiatives prises récemment par le gouvernement et visant à réformer l'organisation judiciaire. Le taux de criminalité du Japon est toujours au-dessous de celui de la plupart des pays industrialisés, mais il a récemment augmenté. Les changements proposés au code des mineurs, qui ciblent davantage l'incarcération que les réparations, cherchent à réduire le taux de récidive, qui est actuellement de 50 p. cent. Ces réformes, qui s'inscrivent dans une vaste révision du système juridique, notamment de son efficacité, devraient être achevées au plus tard en 2009. Selon les parlementaires japonais, la décomposition de l'unité familiale traditionnelle du Japon a contribué à la récente hausse du taux de criminalité. En dernier lieu, le gouvernement du Japon a décidé de stimuler la participation des groupes de citoyens aux initiatives en matière de prévention du crime et d'améliorer le lien entre la police et ces groupes.

Les parlementaires canadiens, notant les faibles taux de criminalité et d'incarcération du Japon, ont cité ce pays en exemple pour la réforme du système judiciaire du Canada. Le nouveau gouvernement du Canada a proposé d'augmenter la durée des peines pour les crimes avec violence, mais la réhabilitation et les mesures de prévention sont encore une préoccupation centrale pour le système de sécurité

publique du Canada. On a aussi débattu et comparé les mesures législatives visant le contrôle des armes à feu dans les deux pays.

Environnement

Au sujet de l'environnement, les parlementaires canadiens ont commencé par décrire le changement fondamental qui s'est opéré dans la politique d'environnement du Canada. Sous le gouvernement précédent, le Canada avait signé le Protocole de Kyoto. Selon le nouveau gouvernement conservateur du Canada, les cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre inscrites dans le Protocole ne sont plus réalistes. Le gouvernement a donc plutôt déposé la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*, laquelle contient des objectifs révisés visant la réduction des gaz nocifs comme le dioxyde de carbone, tout en maintenant la viabilité de l'économie. Tous les députés canadiens s'attendent à ce que l'on discute vigoureusement de l'environnement lorsque la *Loi* fera l'objet d'un débat au Parlement.

Les parlementaires japonais ont décrit les difficultés auxquelles le pays se heurte en ce qui concerne l'environnement. Un pourcentage notable de l'énergie du Japon provient toujours du charbon et de l'énergie nucléo-électrique, mais le gouvernement consacre toujours ses efforts à l'atteinte des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévus dans le Protocole de Kyoto. Celui-ci a recours à un ensemble d'incitations et de taxes et impôts pour faire renoncer l'industrie à utiliser du matériel et des processus qui contribuent au réchauffement de la planète, et conscientise les consommateurs au recyclage et à la réduction de leur consommation. Enfin, les grandes villes comme Tokyo ont mis en place des règlements qui permettent d'améliorer la qualité de l'air.

Économie

Au Japon, il y a eu reprise économique après des années de performance médiocre, et les niveaux d'importations et d'exportations demeurent sains, mais les parlementaires japonais ont exprimé certaines réserves à l'égard de l'effet de la récente hausse des cours du pétrole. En raison de sa forte dépendance de l'étranger pour son approvisionnement en énergie, le gouvernement est en train de formuler une nouvelle stratégie en matière d'énergie axée sur la diversification des sources d'énergie et l'amélioration des relations avec les pays producteurs d'énergie. On est en train de mettre au point de nouvelles technologies énergétiques plus efficaces, comme des techniques de forage, pour tirer parti des champs de gaz sous-marins. On approfondit aussi les nouvelles innovations technologiques dans les réacteurs nucléaires, lesquelles devraient être appliquées entièrement au plus tard en 2010. En matière de commerce, le Japon vient de conclure des accords de libre-échange avec Singapour, le Mexique et la Malaisie, et continue de promouvoir énergiquement ces types d'accords avec d'autres pays.

Les parlementaires canadiens ont fait remarquer que le Canada est le plus grand exportateur de ressources énergétiques au monde et que seules les réserves pétrolières de l'Arabie saoudite sont plus importantes que les siennes. Le Canada est le premier exportateur mondial d'uranium et le plus grand fournisseur de charbon du Japon. Les Canadiens reconnaissent que la collaboration entre le Canada et le Japon à

l'égard des questions énergétiques est essentielles pour l'avenir du commerce bilatéral et ont demandé avec instance aux Japonais d'avoir davantage une vue d'ensemble des perspectives de développement énergétique. Traditionnellement, le Canada est un fournisseur des ressources, mais il est aussi intéressé à élaborer des projets de haute technologie ainsi que de recherche et de développement avec le Japon et à acquérir un meilleur accès au marché japonais; c'est pourquoi les parlementaires canadiens ont déclaré énergiquement qu'il serait avantageux pour les deux pays de signer un accord de libre-échange qui leur offrirait de bonnes perspectives de croissance et de développement.

Selon les parlementaires japonais, le principal obstacle à l'élaboration d'un accord de libre-échange Canada-Japon est l'agro-industrie, qui souffrirait de l'ouverture du marché japonais aux produits agricoles canadiens moins chers. Le Japon veut développer une agro-industrie robuste de façon à pouvoir s'assurer un approvisionnement alimentaire stable et suffisant et, par conséquent, est réticent à réduire les tarifs qui protègent cette industrie. Les deux parties ont décidé de continuer leurs discussions sur ce sujet.

Ressources naturelles

Les Canadiens ont entamé les pourparlers sur les ressources naturelles en soulignant l'aspect crucial de ces ressources pour l'économie canadienne et, par conséquent, la gravité de leur épuisement, comme la surpêche. En conséquence, le Canada se concentre sur la gestion stratégique des ressources pour accroître leur durabilité et espère élaborer avec le Japon de nouveaux projets de recherche et de développement pour la gestion des ressources, notamment dans l'industrie de l'aquaculture et dans l'industrie forestière.

Selon les parlementaires japonais, l'industrie des ressources naturelles n'est pas fondamentale pour l'économie du Japon. L'industrie de la pêche du Japon ne représente que 1,6 billion de yens du produit intérieur brut annuel du pays de 500 billions de yens. Alors que l'industrie forestière du Canada emploie 800 000 personnes chaque année, celle du Japon n'en emploie que 65 000. Tandis que le Japon possède d'abondantes ressources d'approvisionnement en bois d'œuvre (65 p. cent de sa superficie terrestre est couverte de forêts), en raison des coûts de transport, il revient moins cher d'importer du bois d'œuvre que de le récolter, et les entreprises forestières japonaises doivent être subventionnées pour produire des bénéfices. L'industrie de la pêche du Japon est aussi subventionnée, et les exportations de produits du poisson ne produisent plus de bénéfices. Le Japon, préoccupé par l'épuisement de ses réserves de hareng, a décidé de collaborer étroitement avec la communauté internationale pour les restaurer.

Paix et sécurité (y compris en Afghanistan et en Corée du Nord)

Le Japon craint que la croissance des économies de la Chine et de l'Inde ne puisse finir par déstabiliser l'économie et l'ordre mondiaux. Cette crainte, associée au tir de missiles de croisière par la Corée du Nord en juillet 2006 et à ses essais nucléaires ultérieurs, en octobre 2006, a accru les préoccupations quant à la sécurité régionale. La politique de défense du Japon est axée sur deux objectifs de première importance: prévenir les menaces directes et améliorer la coopération internationale en matière de

sécurité. Le Japon prévoit atteindre ces objectifs en collaborant étroitement avec les États-Unis, les Nations Unies et d'autres organisations multilatérales. Il continue d'appuyer les pourparlers en cours avec le groupe des six interlocuteurs au sujet de la Corée du Nord, et apprécie l'appui par le Canada de la résolution 1718 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Au sujet de l'embarquement à bord des navires de la Corée du Nord pour assurer le respect des sanctions, les délégués japonais ont répondu que la constitution japonaise empêchait le gouvernement de fouiller activement les navires étrangers, mais que celui-ci jouerait un rôle de soutien des États-Unis et de l'ONU.

Selon les parlementaires canadiens, le Canada s'est engagé à participer aux efforts de la communauté internationale en vue de combattre le terrorisme et à la mission des troupes canadiennes en Afghanistan. Le Canada est en faveur de la prise de sanctions par les Nations Unies contre le Corée du Nord, car il croit que l'essai nucléaire a nui à l'équilibre des pouvoirs en Asie du Sud-Est.

Visite de politesse de Chikage Ohgi Présidente de la Chambre des conseillers

La délégation canadienne a eu l'honneur de rendre une visite de politesse à Chikage Ohgi, Présidente de la Chambre des conseillers du Parlement du Japon. La Présidente Ohgi a félicité la Diète du Japon et le Parlement du Canada des bonnes relations de travail qui existent entre eux, ainsi que des relations cordiales qu'entretiennent depuis toujours les deux pays. Elle a aussi expliqué le rôle historique qu'a joué la Chambre des conseillers dans l'histoire politique du Japon. Les commentaires de la délégation canadienne portaient sur deux domaines : un accord de libre-échange entre le Canada et le Japon, et la question des enfants amenés irrégulièrement du Canada vers le Japon.

Les délégués canadiens ont souligné qu'ils étaient intéressés à renforcer les relations avec le Japon au moyen d'un accord de libre-échange officiel et de l'accroissement des échanges parlementaires et gouvernementaux.

Visite de politesse de Yohei Kono Président de la Chambre des représentants

La délégation canadienne a eu l'honneur de rendre une visite de politesse à Yohei Kono, Président de la Chambre des représentants du Parlement du Japon. Le Président Kono a ouvert la réunion en faisant remarquer que, sur la centaine de groupes d'amitié qui existent au Parlement du Japon, la Ligue d'amitié de la diète Japon-Canada est le plus actif, ce qui témoigne de la solide relation qui existe entre les deux pays. Il a expliqué que le Japon s'était récemment concentré sur les accords commerciaux bilatéraux plutôt que sur les multilatéraux, mais que l'expansion et l'approfondissement de la portée des grands blocs commerciaux sont en train de modifier les relations commerciales internationales. Les délégués canadiens ont bien accueilli ses commentaires, réitérant que le Canada désire négocier un accord de libre-échange avec le Japon et faisant ressortir les valeurs similaires qui lient les deux pays et les avantages mutuels que ceux-ci pourraient tirer de ce genre d'accord. Finalement, le Président a parlé de la reconstruction de l'Afghanistan ainsi que des enfants amenés irrégulièrement du Canada vers le Japon.

Divers

Pendant leur séjour au Japon, les délégués canadiens ont pu visiter l'usine de fabrication Toyota à Nagoya et l'institut de recherche international en télécommunications avancées, une entreprise de haute technologie de Nara qui se spécialise en recherche sur les télécommunications et en robotique. Ils ont assisté à une cérémonie en l'honneur du jour du Souvenir au cimetière militaire du Commonwealth de Yokohama et aux enchères quotidiennes à la poissonnerie Tsukiji, à Tokyo. Finalement, ils ont visité les emplacements culturels suivants : temple de Kinkakuji, château de Nijo, temple de Kofukuji et château d'Osaka.

Conclusion

Malgré la mention, durant la 14^e consultation bilatérale, de certains irritants bilatéraux, comme la question des enfants amenés irrégulièrement du Canada vers le Japon, les échanges entre parlementaires japonais et canadiens se sont révélés dynamiques, amicaux et vifs. Les parlementaires des deux pays ont tenté de renforcer les relations déjà solides qui existent entre les deux pays en se concentrant sur les valeurs communes qui les lient.

Selon les deux parties, les discussions contenaient un échange de vues et de concepts franc et positif, et celles-ci espèrent poursuivre ces discussions durant

la 15^e consultation bilatérale, qui aura lieu en 2007, alors que les parlementaires japonais viendront au Canada.

Un sommaire des dépenses engagées pour cette activité se trouve en annexe.

Respectueusement soumis,

M. Gerald Keddy, député
Co-chef de la délégation
Groupe interparlementaire Canada-Japon

L'honorable David Tkachuk, sénateur
Co-chef de la délégation
Groupe interparlementaire Canada-Japon

Annexe A

Liste des Parlementaires de la Chambre des conseillers et de la Chambre des représentants de la diète du Japon que la délégation a rencontrés :

M. Tamisuke Watanuki (président de la Ligue d'amitié de la diète Japon-Canada)

M^{me} Shinako Tsuchiya (secrétaire générale de la Ligue d'amitié de la diète Japon-Canada)

M^{me} Fukuyo Nakamori

M^{me} Wakako Hironaka (secrétaire intérimaire de la Ligue d'amitié de la diète Japon-Canada)

M. Akihiro Ohata (secrétaire-chef de Ligue d'amitié de la diète Japon-Canada)

M. Asahiko Mihara

M. Seishiro Etoh

M. Naokasu Takemoto

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-Japon
ACTIVITÉ	14 ^e Réunion bilatérale
DESTINATION	Japon (Tokyo, Kyoto, Osaka)
DATES	Du 12 au 17 novembre 2006
SÉNATEURS	Hon. David Tkachuk, sénateur Hon. Pierre DeBané, c.p., c.r., sénateur Hon. Donald H. Oliver, c.r., sénateur
DÉPUTÉS	M. Gerald Keddy, député M ^{me} Nina Grewal, députée M ^{me} Yasmin Ratansi, députée M. Serge Ménard, député
PERSONNEL	M. Paul Cardegna, secrétaire d'association
TRANSPORT	64,029.37 \$
HÉBERGEMENT	14,841.28 \$
HOSPITALITÉ	159.50 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	3,593.99 \$
CADEAUX OFFICIELS	836.88 \$
DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION	152.74 \$
TOTAL	83,613.76 \$